

MUSÉE d'histoire contemporaine

Dédié à tous les hommes et les femmes qui ont été forces de travailler
au site de Linz pour la société Reichwerke Hermann Göring AG de Berlin

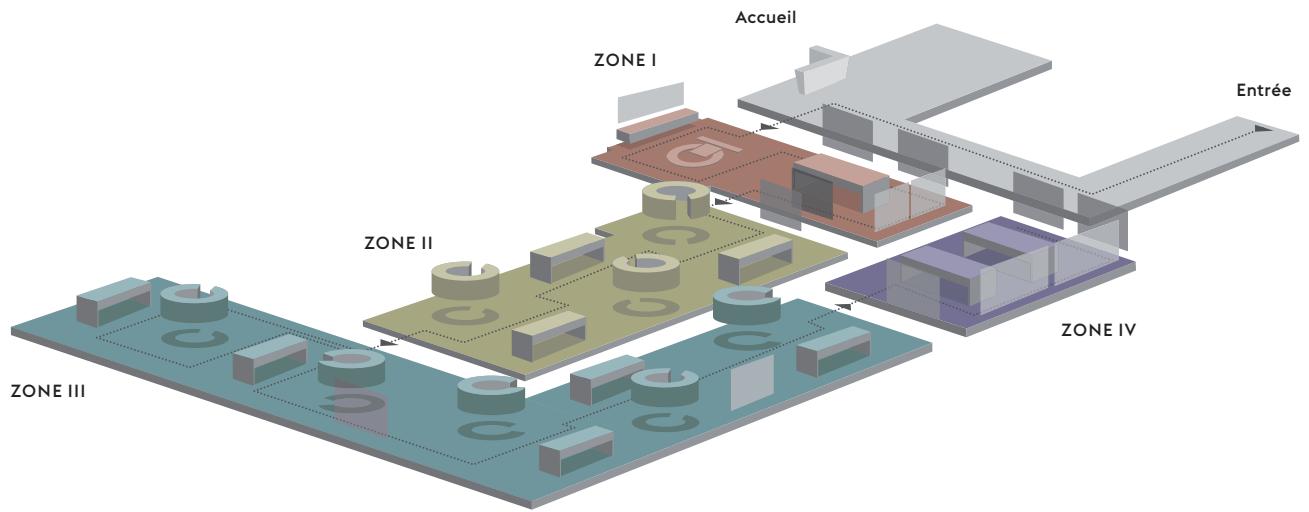


CATALOGUE DE L'EXPOSITION AVEC TEXTES EXPLICATIFS



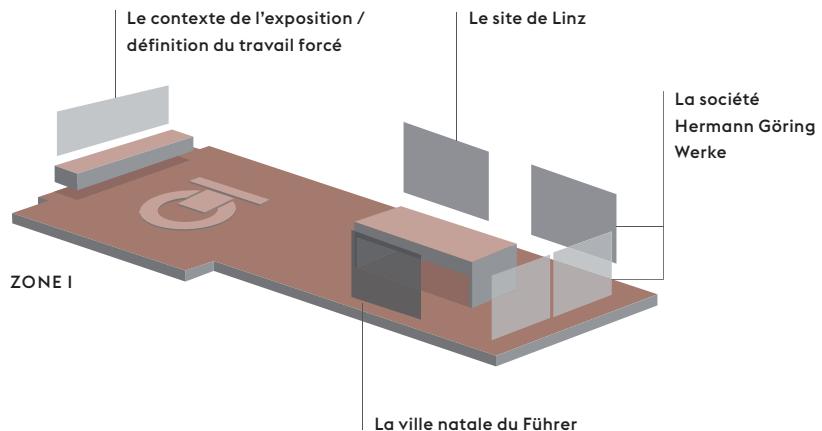


Travailleuses forcées arrivant au camp 44 de la société Hermann Göring Werke à Niedernhart.
À l'arrière-plan on aperçoit le bloc d'habitation « Am Bindermichl-Stadlerstraße ». (Lentia-Verlag)



■ LE CONTEXTE DE L'EXPOSITION	04
■ LE TRAVAIL FORCÉ ET SES FORMES	08
■ LES DESTINS HUMAINS	12
■ BOMBARDEMENT, DESTRUCTION ET RECONSTRUCTION	19

ZONE I LE NATIONAL-SOCIALISME À LINZ



I.1 – LE CONTEXTE DE L'EXPOSITION

Avoir une longueur d'avance, telle est la devise et la philosophie de voestalpine.

La présente exposition, qui raconte l'histoire du site de Linz entre 1938 et 1945, est dédiée à tous ces hommes et ces femmes qui ont été forcés de travailler pour la société Reichswerke Hermann Göring AG de Berlin. Elle jette un regard en arrière sur les origines du site et tente de retracer son histoire de manière exhaustive et avec tout le respect qui s'impose.

En 1998, plus de 38 000 dossiers du personnel et fiches de paie des travailleurs forcés employés par la société Hermann Göring Werke (HGW) sont découverts dans un bunker situé sur le terrain de l'entreprise. Cette découverte, la plus importante réalisée en Autriche depuis la fin de la guerre, a fourni la base d'un projet de recherche dont le groupe voestalpine a chargé une équipe de scientifiques indépendants. Leur analyse et évaluation de ces années sur le site de Linz a conduit le groupe à revoir son histoire sous un autre jour.

Dès la construction de la filiale de la Reichswerke Hermann Göring AG Berlin à Linz et de l'exploitation de ce conglomérat industriel, des milliers de travailleurs forcés originaires de plus de trente nations ont été mis en oeuvre : des hommes et des femmes, des adolescents, des prisonniers de guerre ainsi que des détenus du camp de concentration tout proche de Mauthausen.

Une préoccupation toute particulière de voestalpine est la création d'un lieu de mémoire qui sera à l'avenir accessible à tous sous forme d'exposition permanente. Au premier plan figurent ici les travailleurs forcés et leur destin.

« Le travail forcé, cela signifie être forcés à travailler dans des conditions portant atteinte à la dignité humaine, contre sa volonté et loin de sa patrie. »

Citation de Mark Spoerer, Le travail forcé sous le Troisième Reich et l'indemnisation, 2000



(Centre de documentation de voestalpine AG)



Si voestalpine entreprend ce travail de mémoire, c'est parce qu'elle est consciente d'une part de sa responsabilité vis-à-vis de sa propre histoire et d'autre part du fait que pour pouvoir se tourner vers l'avenir, il faut affronter son passé. La construction des usines Hermann Göring Werke Linz et le destin des travailleurs forcés sont étroitement liés avec le développement urbain et économique de la ville de Linz. Aujourd'hui encore, leurs traces dans l'espace public sont manifestes.

Par contre, les destins personnels qui se cachent derrière ces traces et l'importance du rôle joué par le travail forcé ont longtemps été refoulés, ce qui explique qu'ils ne sont guère présents dans les mémoires. Pour exprimer notre respect face aux victimes du passé, ces personnes et leurs souvenirs forment le cœur même de l'exposition. Les nazis ont recouru au travail forcé dans un style et sur une échelle uniques dans l'histoire. Désigné par l'euphémisme « service du travail », il s'agissait d'un système conçu avec soin en vue d'exploiter sans le moindre ménagement la force de travail de millions de personnes.

LOGO

Ce vestige de l'époque nazie, qui symbolisait la société Reichswerke Hermann Göring, ornait jusqu'en 2007, sous forme de relief maçonné, le mur d'un bâtiment en briques sur le terrain de l'usine de Linz. Ce symbole, qui rappelle les armoiries de Hermann Göring (un anneau tenu par un poing blindé) évoque le minerai en tant que fondation (rectangle), la société Hermann Göring Werke (carré) et le groupe (anneau) en tant qu'entité globale. Le logo a une signification centrale en tant que point de départ de l'exposition. Il représente aussi bien la politique économique national-socialiste que le rôle du travail forcé dans le régime nazi.

FASCICULES

Les dossiers du personnel et les fiches de paie des travailleurs forcés sont entreposés dans les archives du centre de documentation de voestalpine AG.

I.3 – LE SITE DE LINZ

L'Allemagne hitlérienne s'était remise plus vite que les autres pays européens de la crise économique mondiale des années 1930. En 1936, Hermann Göring, l'adjoint d'Hitler, est chargé de réaliser un plan de quatre ans ambitieux : le Reich doit se préparer à la guerre et ne plus dépendre des importations de matières premières. Dans ce contexte, l'Autriche gagne en importance aux yeux des stratégies nazis. Le 12 mars 1938, Hitler et ses troupes envahissent l'Autriche. Par souhait personnel du dictateur, la priorité est accordée au développement de la Gau du Danube Supérieur, dont il est originaire, ainsi qu'à celui de Linz. Cette ville compte parmi les cinq choisies par le Führer dans le cadre d'un projet grandiose de reconstruction radicale avec des édifices culturels et de prestige. Alors que seulement quelques-uns des projets de construction sont réalisés, la planification visant à développer l'industrie lourde et l'industrie de l'armement à Linz se concrétise rapidement. À Linz, un seul emplacement se prête à la construction de fonderies de fonte et d'une aciéries de la taille visée par les stratégies national-socialistes : le vaste hameau à caractère rural de St. Peter-Zizlau, un terrain plat situé au sud-est de la ville, au bord du Danube. Ce coin idyllique, parsemé de prés et de champs, de fermes et d'auberges de campagne, regroupe une église, une école et quelques entreprises artisanales. En avril 1938, les responsables de la société Hermann Göring Werke avec à leur tête le jeune juriste Johannes Meissner concluent rapidement les négociations de rachat. Des logements de remplacement sont offerts aux habitants. La construction de logements pendant la période national-socialiste transforme radicalement l'aspect de la ville, ce qui est encore visible aujourd'hui : la WAG (Wohnungs-Aktien-Gesellschaft), une filiale du groupe Reichswerke de Berlin, fait construire à Linz 3 200 logements destinés aux ouvriers et à leur famille ainsi qu'aux Allemands qui s'installent en Autriche. La part des travailleurs étrangers employés à la construction de ces logements est considérable – certaines entreprises en emploient 80 pour cent et même davantage. Des terres appartenant entre autres à des Juifs expropriés sont proposées aux fermiers. Au total, environ 4 500 personnes se verront ainsi déplacées pour ainsi dire du jour au lendemain.



Plan économique de Linz, la capitale de la Gau, avec les chantiers de construction prévus. 1938 (Geschichteclub Stahl)

I.4 – LA SOCIÉTÉ HERMANN GÖRING WERKE

Le 15 juillet 1937, dans le cadre du plan de quatre ans, Hermann Göring ordonne la fondation de la société Reichswerke Aktiengesellschaft für Erzbergbau und Eisenhütten Hermann Göring à Berlin avec Paul Pleiger comme directeur. Après l'annexion de l'Autriche en mars 1938, le premier coup de pioche de la filiale de Linz est donné le 13 mai 1938, il s'agit là de l'un des plus grands projets industriels des national-socialistes en Autriche. Paul Pleiger dirige la planification et la construction de l'usine de Linz, la société de Hermann Brassert, un Américain d'origine allemande, réalise les travaux de construction jusqu'au début de la guerre, après quoi elle se retire. Afin d'assurer la disponibilité des minerais de Styrie, le cartel Reichswerke rachète en 1939 la majorité de la société autrichienne Alpine Montan AG,



Le responsable administratif de la Gau, August Eigruber, Hermann Göring et le directeur de la société Reichswerke Hermann Göring, Paul Pleiger, lors d'une visite de la cokerie à Linz. 15 octobre 1941 (Geschichteclub Stahl)

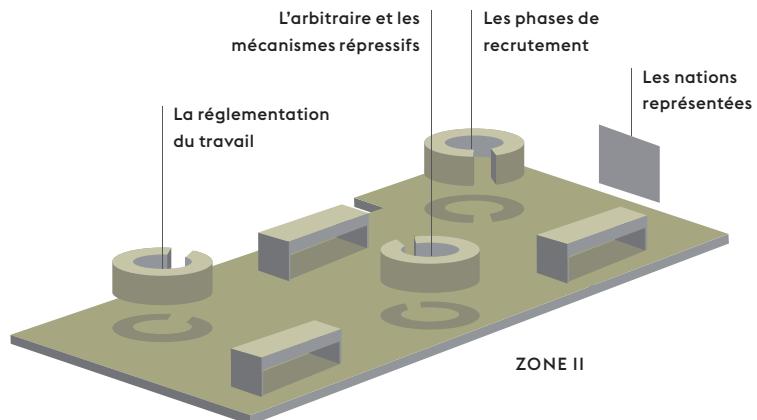
qui appartenait jusque-là aux Vereinigte Stahlwerke AG de Düsseldorf, créant de ce fait un quasi-monopole des fonderies de fonte et de l'industrie sidérurgique autrichienne. Cette nouvelle société du cartel Reichswerke est baptisée Alpine Montan AG Hermann Göring Linz. Le siège, autrefois à Vienne, passe à Linz, valorisant ainsi le site. D'autres sociétés sont créées et Linz compte cinq entreprises de tailles différentes : la centrale administrative et société-mère de tous les sites de la société Reichswerke autrichienne, l'aciérie Hütte Linz, la société de construction métallique Stahlbau GmbH Linz, la fonderie de fonte Eisenwerke Oberdonau GmbH et les entreprises d'approvisionnement de Hütte Linz. L'ami de Göring et directeur du cartel à Berlin, Paul Pleiger, est nommé PDG.

Du fait de la guerre, la construction de l'usine sidérurgique intégrée prévue à l'origine est retardée. En 1940, la société Eisenwerke Oberdonau se lance dans la production en tant qu'entreprise d'armement et devient prioritaire tout comme d'ailleurs les divisions indispensables à son exploitation. Elle devient rapidement l'une des plus grandes fabriques de blindés du Reich. Le travail débute dans le conglomérat par étapes successives à partir de 1941, avec tout d'abord les deux premiers hauts-fourneaux et la centrale électrique de l'aciérie Hütte Linz.

La société Reichswerke AG Berlin constitue dès le départ un facteur central de l'industrie de l'armement allemande et est étroitement liée à la politique d'annexion nazie. Dans les pays occupés, le cartel Reichswerke s'approprie les industries-clé, donnant ainsi naissance à un gigantesque réseau d'entreprises. Pendant la période nazie, Linz devient une ville industrielle et la Haute-Autriche une région industrielle. Sans travailleurs forcés étrangers, il aurait été impossible de construire le site de Linz de la société Reichswerke n'y d'ailleurs d'y produire des biens d'armement. Cela s'explique par la taille du conglomérat, qui excède de loin l'offre en main-d'œuvre, ainsi que par le nombre croissant d'ouvriers autrichiens devant partir à la guerre. La société Reichswerke de Linz compte parmi les premières grandes entreprises d'Autriche recourant en masse aux travailleurs étrangers. Le groupe joue un rôle de pionnier en ce qui concerne la mise en œuvre de travailleurs forcés, occupant ainsi dès le départ une place particulière dans la politique nazie de main-d'œuvre. Le nombre de personnes forcées à travailler à Linz pendant la Seconde Guerre Mondiale atteint une proportion nettement supérieure à celle des autres centres industriels du Reich. La société de Linz est utilisée dès le départ par les responsables nazis à des fins de propagande. Le premier coup de pioche donné par Hermann Göring constitue déjà un événement recevant une grande publicité. Par la suite, les élites nazies locales et de Berlin passent régulièrement à l'usine, accompagnées bien sûr par des photographes de presse. Hitler et Göring y font eux aussi des visites répétées.

ZONE II

LE TRAVAIL FORCÉ ET SES FORMES



II.1 – LES PHASES DE RECRUTEMENT

À la fin des années 1930, le plein emploi est assuré dans le Reich du fait de programmes d'encouragement des petites et moyennes entreprises, des investissements dans l'infrastructure et du réarmement. Dès 1938, le régime national-socialiste pare au manque de main-d'œuvre par des campagnes d'incitation en Italie, aux Pays-Bas et en Tchécoslovaquie – le futur Protectorat de Bohême-Moravie ainsi que l'État de Slovaquie. Le recrutement devient coercitif dès que l'échec de la stratégie de Blitzkrieg devient évident. Les premiers travailleurs étrangers arrivent sur le site de Linz en août 1938. À partir de l'automne 1940, des travailleurs forcés des deux sexes et des prisonniers de guerre sont mis en oeuvre. À la fin de l'année 1942, c'est le tour des détenus masculins du camp de concentration. Deux sous-camps de Mauthausen se trouvent directement sur le terrain de l'usine. Plus la guerre dure et plus les conditions de travail empirent pour tous les groupes. Souvent, les travailleurs forcés n'ont pas de formation, ils sont mal nourris et discriminés, ce qui fait que leur productivité reste très en-dessous des attentes. Malgré tout, la production d'armement augmente fortement, prolongeant ainsi la guerre.

Les campagnes d'incitation dans les territoires occupés sont organisées par les offices du travail national-socialistes. Malgré une propagande massive, rares sont les volontaires pour partir en Allemagne, ce qui conduit les autorités nazies à exercer des menaces et des pressions avant d'organiser des chasses à l'homme en bonne et due forme qui ne reculent même pas devant les femmes, les jeunes ni même les enfants. Les travailleurs civils déportés de l'est (originaires des territoires occupés de l'Union Soviétique) et de Pologne voyagent enfermés dans des trains de marchandises sous surveillance, souvent sans approvisionnement en nourriture ni installations sanitaires. Lorsqu'ils traversent la frontière du Reich, ils sont soumis à une procédure de décontamination humiliante. Les voyages de plusieurs jours se terminent dans des camps de transit. Là, les offices locaux du travail organisent l'affectation des travailleurs aux entreprises.



Le Tchèque Franz Trnka est requis pour travailler à la fonderie de fonte Oberdonau par cet avis du 25 octobre 1942. (Geschichteclub Stahl)



Des travailleurs italiens arrivent à la gare centrale de Linz le 2 septembre 1940. (Archives de la ville de Linz)



Panneau d'un bureau de placement du « Deutsche Arbeitsfront ». (Texte de propagande « Europa arbeitet in Deutschland » [L'Europe travaille en Allemagne], 1943)

La doctrine nazie de l'inégalité des races règne ici : les conditions de vie et de travail des travailleurs forcés dépendent de leur nationalité. Lorsque du fait de la guerre, de moins en moins de postes de travail sont occupés, le Reichsstatthalter de Thuringe, Fritz Sauckel, le « négrier de l'Europe », est désigné en mars 1942 plénipotentiaire général au service de la main-d'œuvre pour y remédier. La même année, il fait déporter 2,7 millions de travailleurs forcés dans le Reich. Jusqu'à la fin de la guerre, leur nombre va passer à six millions. La plupart des travailleurs viennent des territoires occupés dans l'est de l'Europe. Les Polonais et les travailleurs civils déportés de l'est occupent le bas de l'échelle. Jamais un nombre aussi élevé d'étrangers qu'à l'époque nazie n'a travaillé dans cette partie de la Haute-Autriche. En 1944, le plus haut niveau est atteint avec 240 000 ouvriers autrichiens pour 150 000 étrangers. Les principaux employeurs de travailleurs étrangers sont la société Hermann Göring Werke et les usines d'armement Steyr.



Diagramme issu du rapport sur l'économie de la Gau du Danube Supérieur de 1938 à 1943 indiquant la part « de ressortissants d'autres pays et d'étrangers » dans les différents secteurs. (Geschichteclub Stahl)

II.2 – L'ARBITRAIRE ET LES MÉCANISMES RÉPRESSIFS

Pour imposer le système du travail obligatoire dans le secteur économique nazi, la répression et les structures militaires sont nécessaires. L'absence au travail et la fuite sont sévèrement punies. Il en va de même en cas de perturbations et d'arrêts de production où une tentative de sabotage est immédiatement suspectée. Selon la gravité de la faute commise, différentes mesures sont prises, de l'avertissement à l'amende jusqu'à l'emprisonnement ou l'expédition en camp disciplinaire voire de concentration.

Les Allemands sont représentés par la propagande nazie comme des « surhommes », et la domination des « races inférieures » en découle. Les travailleurs autrichiens occupent une position supérieure à celle des ouvriers étrangers, ce qui mène souvent à des mesures de répression et de violence physique ou psychique et, tandis que la guerre se prolonge, conduit à des excès de brutalité. Le service de sécurité de l'usine est chargé non seulement de la surveillance, mais aussi de la protection contre les incendies, de la défense aérienne et du transport des malades.

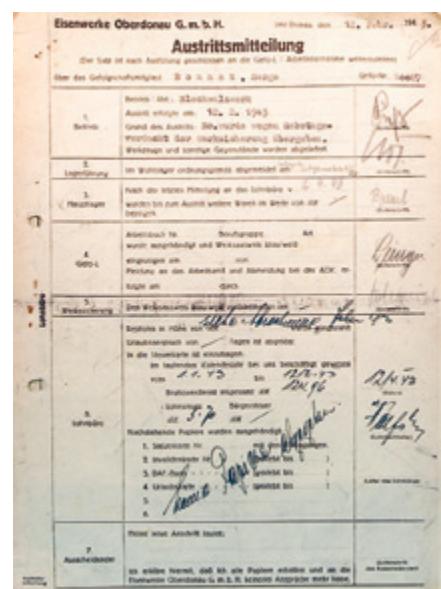
Sa compétence s'applique à la totalité du terrain de l'entreprise, avec pour seules exceptions la surveillance des détenus du camp de concentration et des prisonniers de guerre. Le service de sécurité intervient en cas d'incidents, effectue des enquêtes, informe la Gestapo en cas de soupçon et prépare des procès devant des tribunaux expéditifs.

En cas de péril en la demeure, comme une fuite ou un acte de sabotage, le service de sécurité de l'usine peut agir spontanément et faire usage de la force. Ses effectifs sont normalement composés de ressortissants masculins du Reich, mais en pratique, ce sont souvent des étrangers qui assument des tâches en rapport avec la sécurité et les contrôles dans la société Hermann Göring Werke, notamment dans les baraquements des travailleurs forcés.

Après le début de la guerre, les offices du travail nazis, qui dirigent le marché de la main-d'œuvre, sont les principaux acteurs de l'organisation du travail forcé. Leurs compétences s'étendent aux demandes d'avortement pour les étrangères et à la saisie d'ouvriers en fuite. Les fautes graves sur le poste de travail et la fuite sont sanctionnées par l'expédition dans un camp disciplinaire relevant de la Gestapo. Contrairement aux camps de concentration, la durée de séjour dans ces camps, qui sont avant tout destinés à discipliner les travailleurs autrichiens comme étrangers, est limitée à huit semaines au maximum. L'objectif est de briser rapidement les prisonniers par le travail, les mauvais traitements et une alimentation insuffisante. Ceux qui survivent au camp disciplinaire de Schörgenhub de triste réputation, qui existe à Linz depuis 1943, retournent ensuite à leur poste de travail. De nombreux anciens détenus voient les camps disciplinaires comme des camps de concentration de la Gestapo, car les gardes de la SS se distinguent par leur brutalité et leur arbitraire. Parmi les groupes emprisonnés dans les camps disciplinaires, le plus important est formé par les personnes en rupture de contrat de la société Hermann Göring Werke de Linz. Pendant la guerre, la part d'unités SS ukrainiennes chargées de la surveillance augmente. Leurs représentants surenchérissent de brutalité et d'arbitraire – surtout vis-à-vis des travailleurs civils déportés de l'est, les Polonais et les ressortissants du Protectorat – pour impressionner leurs homologues autrichiens ou allemands. Quant aux ressortissants du Reich, ils sont gardés par leurs compatriotes.



Les stipulations du contrat de travail, par exemple ici celui signé par le Français Fernand Gorrege, comme la durée du séjour, les heures de travail et le salaire, changent souvent du tout au tout une fois l'ouvrier arrivé à destination. (Centre de documentation de voestalpine AG)



Le tâlier français Serge Bonnet, qui travaille à l'usine de laminage, est accusé de sabotage. La moindre faute suffit pour faire naître ce soupçon et pour qu'un ouvrier soit livré au service de sécurité de l'usine ou à la Gestapo. (Centre de documentation de voestalpine AG)

II.3 – LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

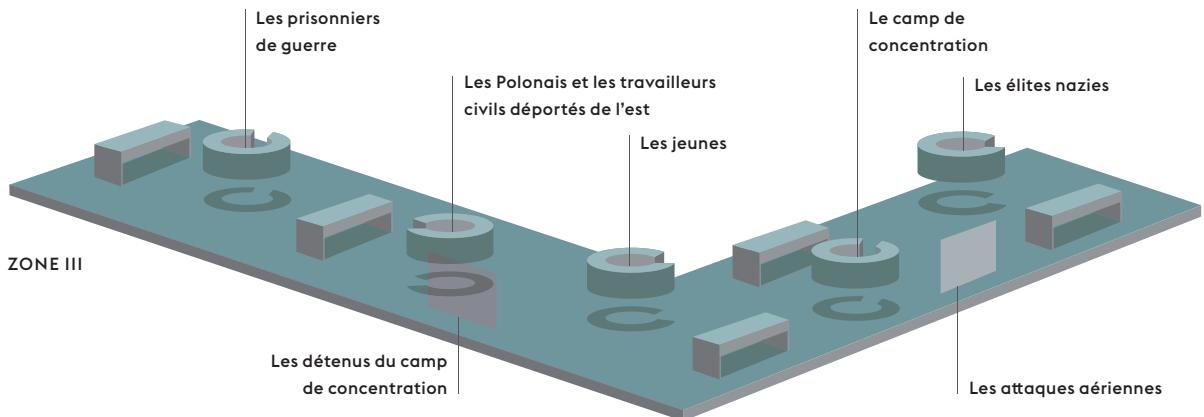


Les travailleurs forcés et prisonniers de guerre employés par la société Hermann Göring Werke logent dans ces baraquements à Kremsmünster, qui existent encore aujourd'hui. Après 1945, les réfugiés en provenance de Jablonec nad Nisou (Gablonz) les occupent avant que les baraquements soient peu à peu transformées en maisons destinées à une ou plusieurs familles. (Centre de documentation de voestalpine AG)

Du salaire à la nourriture en passant par le temps libre, tout est fonction de la race. Cela signifie que le salaire et la nourriture varient d'une personne à l'autre pour le même travail. L'inégalité de traitement entre les différents groupes de travailleurs forcés est à l'origine d'une désolidarisation marquée. L'échelon le plus bas est occupé par les Polonais et les travailleurs civils déportés de l'est. Les Tchèques et les Italiens sont nettement mieux traités, mais après la capitulation de l'Italie en automne 1943, la situation de ces derniers se dégrade du jour au lendemain. Vers la fin de la guerre, la répression et la pression de travail s'aggravent pour tous les ouvriers. En 1944, la durée de travail hebdomadaire à la société Hermann Göring Werke est de 72 heures, plus que dans tous les autres groupes industriels du Reich. Les civils étrangers sont pour l'essentiel des effectifs de faible qualification. Seuls les Allemands exercent des fonctions à responsabilité. Le montant du salaire est fonction de la classification raciale. Des déductions sont faites entre autres pour le « Deutsche Arbeitsfront », le logis et la nourriture ainsi que pour l'achat d'autres produits. Les travailleurs civils déportés de l'est doivent payer une taxe liée à leur condition, les prisonniers du camp de concentration ne reçoivent pas de salaire. Mais l'argent ne joue qu'un rôle mineur au quotidien, car toutes les choses importantes sont rationnées et peuvent uniquement être obtenues contre des cartes de ravitaillement ou sur le marché noir. La plupart des étrangers sont relativement libres de leurs mouvements et dépensent une partie de leurs revenus pendant leur temps libre. Les amitiés entre ouvriers du Reich et étrangers sont interdites. Dans les baraquements, les occupants sont regroupés par pays. En pratique, toutefois, cette séparation n'est pas toujours respectée. 14 000 personnes logent dans les 18 camps de la société Reichswerke Hermann Göring (sans les fonderies de fonte Eisenwerke Oberdonau). Environ 25 à 30 pour cent des baraquements sont occupés par des Allemands ou des ressortissants du Reich. Leurs logements sont légèrement plus confortables. 40 personnes se partagent un dortoir. En été, c'est une étuve, en hiver il y fait un froid glacial avec un seul poêle. Les installations sanitaires sont catastrophiques. La réalité vécue par les groupes privilégiés est très différente. Outre des chambres à deux lits, ils disposent d'installations sanitaires qui fonctionnent et d'un chauffage central. Mais tous les baraquements sont infectés par la vermine. Les travailleurs civils étrangers essaient d'améliorer leur alimentation par le troc. Les Tchèques se font envoyer des colis alimentaires. Les travailleurs étrangers ayant accès à la cuisine de l'entreprise sont avantagés par rapport aux autres. La nourriture n'est pas copieuse, mais elle est de meilleure qualité, car elle est destinée aux ressortissants du Reich. L'alimentation insuffisante des travailleurs forcés est manifeste, mais leurs collègues du Reich préfèrent généralement l'ignorer. Selon le groupe, les travailleurs étrangers ont droit à des congés (congés annuels, permission, congés sur place) qui sont souvent utilisés pour fuir. Les contacts sexuels avec les étrangers sont strictement réglementés. La préoccupation centrale est la « pureté » de la race germanique. En cas d'infraction contre la loi « pour la protection du sang et de l'honneur allemand », des peines de prison sont prévues : les prisonniers de guerre français se voient infliger trois ans de détention, les Polonais et les travailleurs civils déportés de l'est ainsi que les prisonniers de guerre polonais et soviétiques sont condamnés à mort ou envoyés dans un camp de concentration.

ZONE III

LES DESTINS HUMAINS



III.1 – LES TRAVAILLEUSES FORCÉES ET LEURS ENFANTS

À la société Hermann Göring Werke, les travailleuses sont surtout originaires de l'est. Le second groupe est constitué par les Françaises, le troisième par les Polonaises. Les travailleuses forcées réalisent en général des travaux manuels et exécutent des tâches subordonnées. À partir de juin 1942, les trains amènent à Linz un nombre croissant de jeunes femmes déportées des territoires occupés de l'Union Soviétique. Pour le régime nazi, les femmes enceintes ou allaitant un nourrisson – et donc en incapacité de travailler – ne sont tout simplement pas prévues. Au début, les femmes enceintes doivent être renvoyées dans leur pays d'origine. Mais du fait des besoins en main-d'œuvre croissants, à partir de la fin 1942, les enfants sont mis au monde là où les mères travaillent. La même année, la clinique gynécologique de la Gau du Danube Supérieur ouvre un département pour étrangères, car il est impensable que les Polonaises et les travailleuses civiles déportées de l'est partagent une chambre avec des ressortissantes du Reich. En mars 1943, un baraquement qui leur est destiné est inauguré dans le jardin de la clinique gynécologique du land. Afin de se protéger des attaques aériennes, l'hôpital et ce baraquement déménagent en 1944 à Bad Hall. La réglementation valant pour les travailleuses étrangères enceintes et surtout pour les enfants qu'elles mettent au monde est décrétée ici pour la première fois avant d'être appliquée dans l'ensemble du Reich. Cette manière de procéder avec les enfants des travailleuses civiles déportées de l'est et des Polonaises est mise à l'épreuve dans la Gau. Comme les femmes doivent reprendre le travail aussi rapidement que possible, les enfants leur sont enlevés avant même la fin du congé de maternité. En mars 1943, un foyer pour nourrissons étrangers est ouvert à Spital am Pyhrn. C'est le premier dans tout le Reich et l'un de douze dans la Gau du Danube Supérieur. Les enfants souffrent de sous-alimentation, de maladies et d'infections. Sur les 97 enfants, 38 meurent, le sort de six d'entre eux est inconnu. La « nurserie » du camp 57 de la société Hermann Göring Werke offre de meilleures conditions. Là, les travailleuses de l'est ont la possibilité d'organiser ensemble la garde des enfants pendant leur temps

« Celui qui ne venait pas travailler était roué de coups. Un jour, c'est une Allemande qui m'a battue. Elle m'a si gravement blessée au visage que je n'ai pas pu aller travailler pendant plusieurs jours. »

Jewdokija Rosdobudko, Ukraine



Des travailleuses civiles déportées de l'est devant leur baraquement. (Photo privée, Karl Fallend)

libre. Cela augmente notamment les chances de survie des enfants. Afin de faire retravailler aussi rapidement que possible les femmes enceintes, le régime nazi mise sur les avortements. En 1943, les bases juridiques sont modifiées pour les Polonaises et les travailleuses de l'est. Les avortements autorisés auparavant jusqu'au cinquième mois peuvent maintenant se faire jusqu'au septième mois. En mai 1943, les premiers avortements ont lieu dans la clinique gynécologique de Linz, plus tard aussi à l'hôpital. En novembre 1944, 103 interruptions de grossesse sont pratiquées à Bad Hall. L'exemple de la travailleuse civile déportée de l'est Raissa S., qui subit cinq avortements sur deux ans, montre bien qu'il est vain de spéculer sur le fait que l'avortement soit ici volontaire ou non.

Des pressions massives assurent la « protection du sang allemand ». Dans presque toutes les grandes villes allemandes, des bordels sont prévus à partir de 1941 pour les travailleurs étrangers et en partie réalisés. Dès mars 1941, un premier établissement destiné aux travailleurs slaves ouvre ses portes à Linz, au numéro 39 de la Wankmüllerhofstrasse – la « Villa Nova ». L'accès à ces maisons closes est strictement interdit aux Allemands. L'organisation des bordels du Danube Supérieur est considérée comme exemplaire dans tout le Reich. L'engagement de prostituées étrangères doit empêcher d'établir des contacts sexuels non seulement avec la population allemande, mais aussi avec les représentants des autres nationalités. À la société Hermann Göring Werke, la part des travailleuses forcées s'élève à un peu plus de dix pour cent. Dans les baraquements, officiellement, les personnes de sexes différents sont séparées.

III.2 — LA NATIONALITÉ DES TRAVAILLEURS FORCÉS



Document d'identité du travailleur forcé tchèque Sidonius Vesely. (Geschichteclub Stahl)

Pendant la Seconde Guerre Mondiale, des hommes et des femmes venant de plus de 30 nations sont forcés à travailler pour la société Hermann Göring Werke. Les ouvriers sont requis dans les pays occupés et invités par la propagande dans les pays alliés, mais aussi dans certains pays occupés. Ici, pour inciter les ouvriers à partir en Allemagne, l'accent est mis sur les excellents salaires et les loisirs, ce qui ne reflète pas la réalité. La manière dont les travailleurs arrivent à Linz, y travaillent et sont traités par leurs supérieurs et leurs collègues autrichiens est fonction de différents facteurs. Le facteur essentiel est la relation entre le pays d'origine et le Reich, un élément qui peut changer à tout moment tout comme d'ailleurs la réglementation du service du travail. Dans la Gau du Danube Supérieur, cela est illustré par l'exemple des ouvriers tchèques et italiens. Dans le traité de Munich du 30 septembre 1938, les territoires germanophones de la Tchécoslovaquie sont cédés au Reich. À peine six mois plus tard, la Wehrmacht envahit le reste du pays. Avec la fondation du Protectorat de Bohême-Moravie le 16 mars 1939, les citoyens dont la langue maternelle est l'allemand deviennent des ressortissants du Reich. Ceux qui parlent tchèque se trouvent un échelon hiérarchique plus bas. Toutefois, les travailleurs tchèques ayant des connaissances d'allemand ont certains avantages – même si cela ne les protège pas des actes arbitraires ni de l'oppression. Pendant les derniers mois de la guerre, un nombre croissant d'ouvriers tchèques fuit pour rentrer au pays. Quant aux Français, ils sont

nettement mieux traités que les travailleurs civils déportés de l'est et les Polonais. En mai 1942, ils sont même assimilés aux Allemands en ce qui concerne le droit du travail. À la société Hermann Göring Werke, ils sont toutefois désavantagés par rapport à leurs compatriotes travaillant dans des entreprises artisanales ou dans des exploitations agricoles. Bientôt, leur droit à des congés est supprimé pour éviter le risque d'évasion. Les travailleurs forcés français recourent au marché noir pour améliorer leur alimentation. La vie dans le baraquement est rendue difficile par les punitions arbitraires du service de sécurité de l'usine et de la Gestapo. Malgré tout, la bureaucratie nazie essaie de préserver l'apparence de la normalité. Des priviléges sont promis, mais tenus en partie seulement, aux Italiens en tant que citoyens d'un État allié. Avec la chute de Benito Mussolini en juillet 1943, ils perdent toutefois tous leurs priviléges et sont soumis eux aussi aux actes arbitraires et à l'oppression – en cas de faute, ils sont envoyés dans un camp disciplinaire. Après l'occupation de l'Italie par les Allemands au cours de l'automne 1943, des travailleurs forcés sont réquisitionnés parmi la population civile. Les soldats italiens emprisonnés sont quant à eux libérés pendant l'été 1944 et forcés à travailler en tant que civils. Parmi les réfugiés de la Seconde Guerre mondiale se trouvent beaucoup d'Allemands vivant dans des territoires en dehors de l'Allemagne. La plupart d'entre eux vivaient dans les États qui ont succédé à la monarchie des Habsbourg et ont dû quitter leur pays du fait du pacte conclu entre Hitler et Staline (par exemple les Allemands vivant en Bessarabie) ou de l'avancée de l'Armée Rouge. Ces Allemands travaillent eux aussi à la société Hermann Göring Werke, mais bénéficient dans la hiérarchie d'un statut supérieur à celui des ouvriers étrangers.

III.3 — LES PRISONNIERS DE GUERRE

Avec les détenus du camp de concentration, les prisonniers de guerre sont soumis aux pires répressions. Tout en haut de l'échelle « raciale » se trouvent les soldats des pays de l'Europe du nord et de l'ouest, suivis par ceux des pays d'Europe du sud et de l'est. L'échelon le plus bas est occupé par les soldats de l'Union soviétique. À la société Hermann Göring Werke, les prisonniers français forment le groupe le plus important. Le nombre total de prisonniers de guerre mis en œuvre dans les usines de Linz existe uniquement sous forme d'estimation. En octobre 1944, 2 403 prisonniers de guerre travaillent dans les fonderies de fonte Eisenwerke Oberdonau – ce qui correspond à 18,2 pour cent des effectifs. Les offices du travail et les entreprises ignorent largement l'interdiction de faire travailler les prisonniers de guerre dans l'industrie de l'armement définie dans la nouvelle version de la Convention de Genève de 1929, signée à l'époque aussi par les représentants de l'Allemagne. Du fait de l'approvisionnement catastrophique des prisonniers de guerre pendant la Première Guerre Mondiale, la seconde Convention de Genève de 1929 contient notamment des directives se rapportant au logement et au ravitaillement des soldats ennemis. Mais ces directives ne sont aucunement respectées dans le cas des prisonniers de guerre soviétiques. Une grande partie des soldats de l'Armée Rouge sont morts dans un camp de prisonniers ou dans un camp de concentration.



Des internés militaires italiens évacuent les décombres devant l'atelier de traitement. L'insigne IMI est visible sur le dos d'un prisonnier. Août 1944 (Geschichteclub Stahl)



Des prisonniers de guerre français effectuent un coffrage tout près du pont Posselt. 1940
(Lentia-Verlag)

La surveillance des anciens soldats est exercée par la Wehrmacht. Les prisonniers sont logés dans des camps ordinaires (stalags) qui touchent leur salaire. Un prisonnier de guerre ne coûte à l'entreprise que la moitié ce que lui coûterait un ouvrier de son propre pays. Le 22 juin 1940, la France est divisée en une zone occupée au nord et un État « indépendant » au sud, le régime de Vichy. Lors de la capitulation, plus de 1,5 million de soldats de France, de Belgique, du Luxembourg et des Pays-Bas sont faits prisonniers. Pendant la seconde moitié de l'an 1940, les premiers Français et Belges arrivent à Linz. Environ 1 000 prisonniers de guerre sont employés par l'administration nazie dans la construction de logements et d'usines. Les travaux sont effectués par des entreprises liées par contrat à la société Hermann Göring Werke et leurs sous-traitants. Peu à peu, les prisonniers de guerre français accèdent au statut plus favorable de travailleurs civils. Les premiers prisonniers de guerre soviétiques de Linz sont affectés aux fonderies de fonte Eisenwerke Oberdonau. La société Hermann Göring Werke effectue également l'extraction du minerai dans l'Erzberg. Là, tout comme dans les charbonnages de la société Reichswerke Hermann Göring Alpine Montan, des prisonniers de guerre sont mis en oeuvre. Dans la mine, le taux de mortalité est nettement supérieur à la moyenne. Fin 1943, 9 094 prisonniers de guerre soviétiques travaillent dans les entreprises du groupe, dont 2 261 sur le site de Linz ; la grande majorité de ces derniers (environ 84 pour cent) travaillent dans les fonderies de fonte Eisenwerke Oberdonau. Les 600 000 soldats italiens prisonniers constituent un réservoir de main-d'œuvre. Comme le Reich n'est pas officiellement en guerre avec son ancien allié, le régime nazi ne les désigne pas par le terme de prisonniers de guerre, mais en fait des internés militaires italiens (IMI). Au cours de l'été 1944, ces derniers accèdent eux aussi au statut de civils mais sont toujours forcés de travailler. De ce fait, ils passent dans la compétence de l'entreprise pour ce qui est de l'organisation. L'administration nazie exige « des réactions sévères en cas de négligence ».



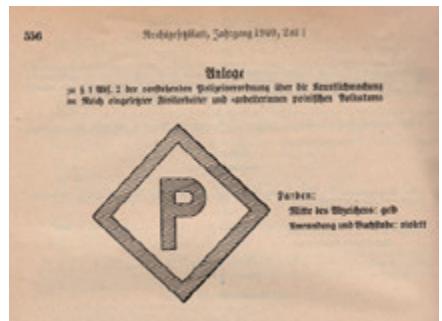
Une ligne imaginaire sépare les travailleurs civils déportés de l'est de la population des pays baltes et des Polonais, illustrant le dernier échelon hiérarchique dans le système de travail forcé nazi.
(Centre de documentation de voestalpine AG)

III.4 – LES POLONAIS ET LES TRAVAILLEURS CIVILS DÉPORTÉS DE L'EST

Les Polonais et les travailleurs venant de l'est sont en effet considérés comme étant de race inférieure. Dès l'invasion de la Pologne en 1939, le recrutement de travailleurs débute. Mais rares sont les Polonais qui se portent volontaires pour partir travailler dans le Reich. Le régime nazi renforce donc les pressions. Le travailleur qui ne part pas met en danger les cartes de ravitaillement de sa famille. À partir de mars 1940, le recrutement devient obligatoire. Les conditions de travail et de vie des Polonais dans le Reich sont réglées par les « décrets polonais ». Ils constituent la base de la discrimination raciale des Polonais et servent de modèle pour les prescriptions générales relatives à la mise en oeuvre des travailleurs forcés. Les travailleurs forcés polonais, tout comme ceux qui partent volontairement à partir de 1940, doivent porter un « P » bien visible sur le côté droit de la poitrine.

Les travailleurs polonais sont informés sans détour que « celui qui paresse, qui fait de l'agitation ou qui quitte son poste de travail sans autorisation sera envoyé dans un camp de concentration ». Les dirigeants nazis se sentent menacés par l'arrivée d'étrangers de race différente ou inférieure. Au centre des préoccupations se trouve la « protection du sang allemand » ainsi que la

« préservation du caractère et de la culture du peuple allemand ». Un autre point indique que « tout acte sexuel avec une femme allemande ou un homme allemand sera puni de mort ». Le travail quotidien est marqué par des réglementations et des sanctions qui peuvent être interprétées et modifiées selon l'employeur. Une autre difficulté est la forte pression de travail associée aux mauvais traitements. Les Polonais parlant allemand sont quelque peu favorisés. Les civils déportés des territoires de l'Union soviétique sous occupation allemande sont surtout mis en oeuvre dans l'industrie de l'armement et dans les exploitations agricoles. Dans les usines Hermann Göring Werke, les Ukrainiens représentent la majorité de ces travailleurs originaires de l'est. Les Ukrainiens qui s'engagent volontairement entre 1941 et 1942 le font pour échapper à la faim. Mais le nombre de travailleurs chute bientôt, car les promesses faites lors du recrutement ne sont pas tenues. Le recrutement se transforme en réquisitionnement. Des villages entiers sont déportés. Les travailleurs de l'est sont considérés comme « de race inférieure » et « politiquement dangereux ». Des décrets les concernant sont copiés sur le modèle des décrets polonais, mais en plus sévères, afin de régler le quotidien de trois millions de travailleurs forcés. Ceux-ci doivent coudre sur leurs vêtements un insigne bleu portant l'inscription « OST » (pour est) en lettres blanches. Sous la menace de la violence, ils travaillent jusqu'à l'épuisement complet et la mort. Vers la fin de la guerre, les dirigeants nazis misent sur des concessions. Les travailleurs de l'est ne doivent plus être « traités comme des prisonniers ». Un autre semblant d'amélioration consiste à supprimer le port obligatoire de l'insigne « OST ». Malgré ces modifications, la hiérarchie raciale est préservée jusqu'à la fin de l'État national-socialiste – avec d'autres formes d'exclusion (p.ex. nouvel insigne). Les travailleurs de l'est sont surveillés par les chefs d'équipe, les contremaîtres et le service de sécurité de l'usine. Parmi ce groupe, la peur du camp disciplinaire de Schörgenhub et de ses gardes ukrainiens est particulièrement vivace. En effet, ces derniers redoublent de brutalité envers les civils déportés de l'est.



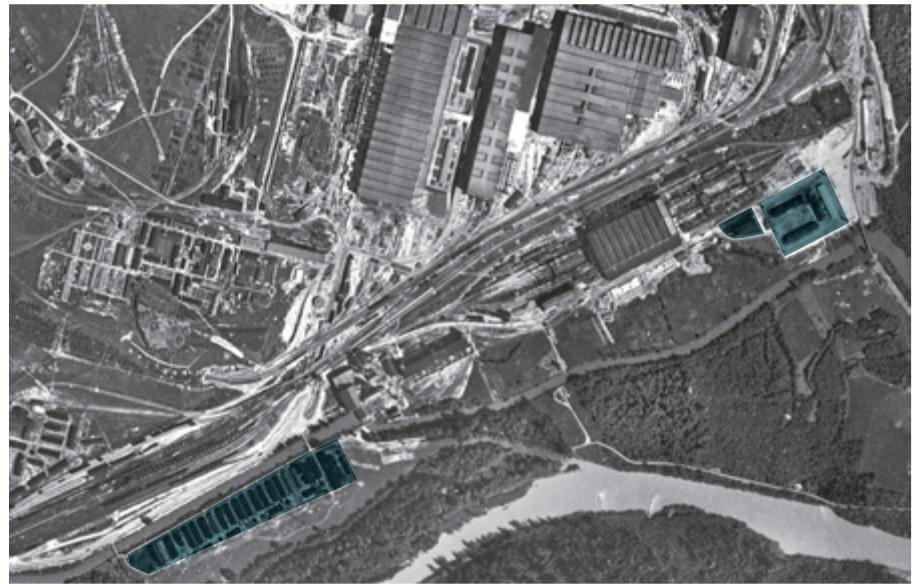
Description de l'insigne polonais dans une annexe du Journal officiel. 1940 (Archives de l'État à Sigmaringen, Sa T 4 n° 2)



Morceau d'étoffe bleue désignant les travailleurs déportés de l'est. (Collection privée, Karl Fallend)

III.5 — LES DÉTENUS DU CAMP DE CONCENTRATION

La main-d'œuvre manquant pour exploiter le laitier produit par les hauts-fourneaux, ce travail doit être assuré par des détenus du camp de concentration de Mauthausen. Après plus d'un an de négociations laborieuses entre la société Hermann Göring Werke et la SS, un contrat est signé le 7 novembre 1942. Le seul exploitant de l'installation est l'entreprise SS Deutsche Erd- und Steinwerke. L'exploitant loue la fabrique de laitier appartenant à la société Hermann Göring Werke et fait construire aussi bien la fabrique que le sous-camp Linz I par des détenus du camp de concentration, dont les premiers arrivent en décembre 1942. Au début, les détenus sont uniquement supposés travailler à la valorisation du laitier, mais bientôt ils sont aussi mis en oeuvre dans l'industrie d'armement. Selon leur tâche et leur formation, les détenus ont des conditions de travail différentes. Les équipes de douze heures sont de règle. Par ailleurs, ils doivent dégager au risque de leur vie les décombres des bombardements pendant leur « temps libre ». Les détenus doivent fournir chaque jour leurs quotas. S'ils n'y arrivent pas, ils sont punis par des prisonniers privilégiés, les kapos.



Vue aérienne de l'US Air Force. On y voit l'usine d'Eisenwerke Oberdonau, la construction métallique ainsi que les deux sous-camps de Mauthausen, Linz I et Linz III.



Baraquement des gardes SS à l'entrée du sous-camp Linz I. (Geschichteclub Stahl)



À l'intérieur du sous-camp Linz I, on distingue les baraquements des détenus, un mirador (à l'arrière-plan) ainsi que la clôture (à l'extrême-droite). (Geschichteclub Stahl)



Les détenus du camp de concentration trient les décombres sur le terrain de l'usine le 25 juillet 1944. (Geschichteclub Stahl)

Les autorités de planification fixent pour les détenus des objectifs difficilement réalisables. Toute personne « traînant », fumant ou se réchauffant à un feu est souvent punie par des coups de pieds ou autres. À l'usine et dans les camps de baraquements, les détenus du camp de concentration sont séparés des autres ouvriers. L'obligation de produire toujours plus et la sous-alimentation font que les détenus s'épuisent rapidement.

Le nombre de gardes augmente en même temps que celui des détenus. Jusqu'à 370 membres de la SS sont stationnés à la société Hermann Göring Werke. Ils sont assistés par des soldats de la Wehrmacht ainsi que, à la fin de la guerre, par la milice populaire (Volkssturm). La société paie les frais liés au logement et à la surveillance ainsi qu'une rémunération horaire pour chaque détenu. À partir du printemps 1944, le tarif journalier pour travailleur spécialisé s'élève à six reichsmarks, celui des manœuvres à quatre reichsmarks. Les montants servent uniquement à la facturation interne, les détenus ne reçoivent pas d'argent. Des deux sous-camps situés sur le terrain de l'usine, le camp Linz I est considéré comme un logement relativement « bon ». Mais la surpopulation fait que les détenus doivent dormir là aussi sur le sol froid en pierre.

Contrairement aux logements maçonnés du camp Linz I, ceux du sous-camp Linz III se composent de vieilles baraquées en bois. Les deux camps sont infectés par la vermine. S'y ajoutent la terreur et les actes arbitraires des gardes.

Le ravitaillement est tout à fait insuffisant – les détenus souffrent constamment de la faim. Afin de maintenir le niveau de production, les mauvais traitements infligés par les ouvriers du Reich et les kapos se multiplient. Les avis sur ces mauvais traitements sont partagés. La direction SS du camp menace dans ce cas de porter plainte auprès de la kommandantur du camp de concentration de Mauthausen. Le directeur de l'aciérie, Michel, ne voit quant à lui aucun rapport entre le ravitaillement insuffisant et des prestations en baisse, mais soupçonne plutôt qu'il s'agit de sabotage. Pour y remédier, il recommande de recourir à des « moyens draconiens ». Au cours des deux derniers mois de la guerre, l'approvisionnement des détenus est quasi interrompu.

Complètement affaiblis, de nombreux détenus du sous-camp Linz III s'effondrent au travail. De plus, la direction du camp essaie d'accélérer la mort des malades voire de les liquider de manière ciblée. Pendant cette phase, le taux de mortalité journalier atteint huit à dix personnes.

III.6 – LES JEUNES

Le manque croissant de main-d'œuvre conduit à partir de l'été 1941 au réquisitionnement d'enfants et d'adolescents. Il s'agit surtout de mineurs originaires de Pologne et de l'Union Soviétique. Pour forcer les jeunes à partir, leurs familles sont menacées de sanctions. La déportation signifie la fin de l'enfance. Dans les camps, les adolescents sont soumis aux conditions de travail les plus dures et aux punitions les plus draconiennes. Ils n'ont aucun traitement de faveur par rapport aux adultes. En 1941, Karl Zaoral est désigné « responsable des jeunes » de la société Hermann Göring Werke. Il est le supérieur de tous les jeunes, garçons ou filles, entre 14 et 18 ans. Zaoral doit fournir à intervalles réguliers au service de sécurité de l'usine et au médecin du travail des rapports où il indique les déficiences, blessures, maladies et accidents. Sa tâche principale consiste à maintenir la discipline au travail. De plus, le fonctionnaire en uniforme surveille le logement dans les camps. Aux yeux des apprentis autrichiens, Zaoral mérite le respect, tandis que pour les jeunes étrangers, il s'agit d'un gardien sévère. La société Hermann Göring Werke de Linz détient le record du temps de travail pour l'ensemble du Reich. La durée journalière de travail atteint en partie entre 14 et 16 heures. À l'automne 1943, le dimanche devient un jour de travail normal. Pour les travailleurs forcés, cela signifie des équipes de 12 heures par jour, sept jours sur sept. La même pression de travail s'exerce sur les enfants et les adolescents. Chez de nombreux jeunes, cette combinaison d'effort physique extrême et de malnutrition mène à des troubles du développement manifestes. Mais rares sont les supérieurs à s'apitoyer. Dans leur désespoir, les jeunes se donnent eux-mêmes mal au ventre en ingurgitant une potion dans laquelle ont macéré des mégots de cigarettes. Quand ils ont de la chance, on les opère de l'appendice, ce qui signifie qu'ils ont droit à un court congé de convalescence. Le dur labeur, les mauvais traitements, la sous-alimentation et le mal du pays conduisent beaucoup de jeunes à faire des tentatives d'évasion. Mais chez eux aussi, la « rupture du contrat de travail » est punie par l'expédition dans le camp disciplinaire de Schörgenhub, où des gardes SS ukrainiens les attendent. Les jeunes originaires de Pologne et de l'Union Soviétique sont traités avec un surcroît de cruauté.



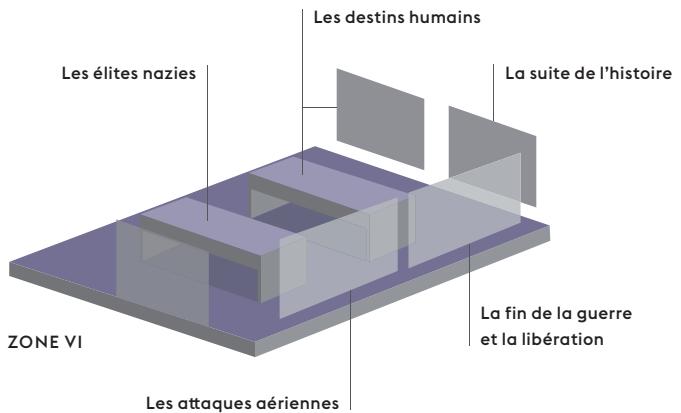
Le système de travail forcé nazi a causé nombre de victimes également parmi les jeunes. Le Russe Iwan Matrosow est remis à la Gestapo suite à une tentative d'évasion sur son lieu de travail. Le 28 janvier 1944, sa mort est consignée par la Gestapo – il n'a que 15 ans. (Centre de documentation de voestalpine AG)



L'expérience terrible des bombardements aériens par les alliés n'est pas épargnée aux jeunes non plus, qu'ils soient des ressortissants du Reich ou des étrangers. Ici, deux jeunes observent le transport des blessés d'un abri situé sur le terrain de l'usine. 25 juillet 1944 (Geschichteclub Stahl)

ZONE IV

BOMBARDEMENT, DESTRUCTION ET RECONSTRUCTION



IV.1 – LES ATTAQUES AÉRIENNES EN AUTRICHE

Avec le débarquement allié en Sicile du 10 juillet 1943, l'Autriche est tout d'un coup à la portée des bombardiers, alors que jusque-là, elle était considérée comme « l'abri aérien du Reich ». Cette phase se termine le 13 août 1943 lors du premier bombardement. L'objectif des bombardiers est la production d'avions de chasse de l'usine Messerschmitt située à Wiener Neustadt.

De juillet 1944 à avril 1945, les alliés effectuent 22 raids aériens contre Linz. 8 000 bombes sont lancées, faisant au total quelque 1 700 morts et 20 000 blessés. L'objectif principal est constitué par la société Hermann Göring Werke. Les effectifs se réfugient dans les galeries et abris antiaériens.



Le terrain de l'usine de Linz après le premier raid aérien de l'armée de l'air américaine, qui est en même temps le plus meurtrier, le 25 juillet 1944. (Lentia-Verlag)

Les détenus du camp de concentration n'ont pas accès aux abris. Ils s'abritent tant bien que mal dans les fossés creusés sur le terrain de l'usine, avec pour conséquence un bilan nettement plus lourd dans ce groupe. Les enregistrements incomplets de la société Hermann Göring Werke font état de 222 personnes tuées par les bombes – dont 114 étrangers, 65 apatrides et 43 Autrichiens. Les détenus du camp de concentration ne sont même pas mentionnés. Le premier raid aérien sur Linz, qui est en même temps le plus meurtrier, a lieu le 25 juillet 1944. Il est effectué par 400 bombardiers, dont 19 sont abattus. L'objectif visé : les usines de la société Hermann Göring Werke. 186 personnes sont tuées lors du bombardement. Les plus de 140 morts parmi les détenus du camp de concentration ne figurent pas dans la statistique. Dans son manuscrit « Des souvenirs ineffaçables après près de 50 ans », un ancien travailleur forcé ukrainien, Juri Tichomirow, se souvient d'un bombardement. « Pendant quelques heures, les Américains ont transformé l'usine en un véritable enfer. Dans l'abri, toutes nationalités mélangées, les nerfs étaient tendus à craquer. Nous échangions des regards en nous taisant pour mieux écouter chacune des explosions. C'est avec soulagement que nous avons entendu la sirène de fin d'alerte. ». Plus loin, Tichomirow raconte : « Avant de s'endormir, on ne pensait qu'à une chose : pourvu qu'on ne soit pas obligés de fuir cette nuit dans les abris à cause de l'aviation anglaise. En effet, les Anglais volaient de nuit et nous étions si épuisés que nous n'arrivions pas à nous réveiller. Et nous devions nous lever à cinq heures du matin. »

IV.2 — DE LA FIN DE LA GUERRE À 1946

Le 19 mars 1945, Adolf Hitler donne l'ordre « Néron », soit l'ordre de détruire toutes les infrastructures situées sur le territoire du Reich. Toutes les installations de transport, de télécommunication, d'approvisionnement et de l'industrie doivent être détruites pour éviter qu'elles tombent aux mains de l'ennemi. Le ministre des armements, Albert Speer, est censé exécuter cet ordre, mais ne l'applique pas. Peu avant, Albert Speer a fait de Hans Malzacher, le PDG de « Waffen Union: Skoda-Brünner Waffen », l'un des quatre fondés de pouvoir de l'armement. Malzacher empêche par son intervention la destruction des usines de la société Hermann Göring Werke à Linz. Les échelons hiérarchiques inférieurs préparent toutefois des mesures de minage. Un livret secret des fonderies de fonte Eisenwerke Oberdonau datant d'avril 1945 évoque expressément « des actions de destruction à l'approche de l'ennemi ». Au début du mois de mai 1945, l'armée américaine envahit la Haute-Autriche. Le 5 mai 1945, les premiers blindés américains arrivent sur la place centrale. L'État nazi capitule trois jours plus tard. L'Autriche est libérée du national-socialisme. Dès la déclaration de Moscou du 30 octobre 1943, les Alliés ont déclaré l'annexion de l'Autriche par le Reich nulle et non avenue. L'Autriche doit redevenir un pays indépendant. Mais tout d'abord, elle est divisée en quatre zones d'occupation définies en juillet 1945. En Haute-Autriche, les territoires situés au nord du Danube sont placés sous administration russe, ceux situés au sud sous administration américaine. Les bombardements aériens ont causé des dommages considérables à la société Hermann Göring Werke, mais de grandes parties des installations sont restées pratiquement intactes. Lors de la conférence de Potsdam qui se déroule du



Le général Mark W. Clark et le chancelier fédéral Leopold Figl signent le contrat réglant la restitution et la gestion fiduciaire de VÖEST par la République d'Autriche le 16 juillet 1946. (Geschichteclub Stahl)



Après les essais effectués le 25 juin 1949 dans un convertisseur LD obtenu en transformant une poche de coulée de 2 tonnes, le directeur technique Theodor Suess assiste ici à un essai avec un convertisseur expérimental de 15 tonnes. Octobre 1949 (Geschichteclub Stahl)

17 juillet au 2 août 1945, la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'Union Soviétique s'accordent sur les principes de la politique d'occupation. L'un des points traités est l'exploitation de la « propriété allemande », que les Alliés revendiquent pour eux – ce qui a des répercussions sur la société Hermann Göring Werke à Linz. Peu après la fin de la guerre en 1945, les usines du site de Linz sont rebaptisées en Vereinigte Österreichische Eisen- und Stahlwerke AG (VÖEST) et détachées de la société Alpine Montan avec ses entreprises en Styrie, en Carinthie et à Vienne. Une fois réparés les dommages causés par les bombes, des installations reprennent leur fonctionnement à titre provisoire. Les six hauts-fourneaux de Linz sont peu endommagés par les raids aériens. Une aciérie provisoire existe encore, de même qu'une installation de laminage. Toutefois, les installations ne se prêtent pas à une production civile. La pénurie d'énergie, de matières premières et de ferraille constitue aussi un problème. Au vu de cette situation, nombreux sont ceux qui parlent de fermer l'usine. Mais la poursuite de son exploitation est décidée, une décision qui constitue une profession de foi en la reconstruction et en l'avenir. Le 16 juillet 1946, la société VÖEST est remise par le général américain Mark W. Clark à la République d'Autriche qui doit la gérer à titre fiduciaire. Malgré cette restriction faite par les Américains, l'État autrichien se considère comme le propriétaire de VÖEST et se présente en tant que tel à la population.

IV.3 — LA SUITE DE L'HISTOIRE



Ligne de production grande largeur du fabricant américain MESTA. 1952 (Bibliothèque de Vienne)

La nationalisation de VÖEST est autorisée par les Alliés occidentaux en réaction à la guerre froide qui commence à se dessiner. Le but est de renforcer le sentiment d'appartenance de l'Autriche au bloc ouest en améliorant sa situation économique. La base de ce plan est une industrie lourde en mesure de produire. Mais en 1948, les États-Unis envisagent encore d'annuler la nationalisation de VÖEST. Les États alliés sont censés acheter des parts des nouvelles entreprises privées. En 1949, une déclaration des trois alliés occidentaux met fin à l'incertitude. Par la signature d'un traité international avec l'Autriche, ceux-ci renoncent à la propriété autrefois allemande. Le plan Marshall repose sur trois piliers : l'aide à la population dans le besoin, la lutte contre la propagation du communisme et la création de débouchés pour les entreprises américaines. Le programme d'aide limité à quatre ans est voté le 3 avril 1948 par le Congrès américain. Afin de profiter des aides du plan Marshall, un « plan autrichien de la fonte et de l'acier » est présenté afin de coordonner la croissance de ce secteur industriel. La fabrication de tôles commerciales est attribuée au site de Linz. C'est pourquoi l'entreprise a besoin d'une ligne de production de grande largeur, dont l'achat est financé grâce aux aides du plan Marshall. Après de longs travaux préliminaires en Autriche et dans d'autres pays, le développement de VÖEST est assuré grâce à la mise au point du procédé LD. En 1952, la première aciérie à convertisseur LD du monde entre en activité à Linz. Avec l'utilisation en série du convertisseur LD, l'industrie autrichienne de la fonte et de l'acier devient compétitive sur le marché international. Aujourd'hui, plus des deux tiers de la production mondiale d'acier sont fabriqués avec des convertisseurs LD.

IV.4 – LES DESTINS HUMAINS

Au début du mois de mai 1945, près de 20 000 personnes travaillent encore à la société Hermann Göring Werke. Les deux tiers environ sont des étrangers. S'y ajoutent plusieurs milliers de prisonniers de guerre et de détenus du camp de concentration. Après la libération, les effectifs retombent à environ 4 400 personnes. Au cours des mois suivants, les journaux témoignent des crimes des nazis. Par contre, aucune attention n'est accordée au sort des travailleurs forcés. Ils n'intéressent pas plus les troupes d'occupation américaines, qui sont surtout pressées de les renvoyer rapidement dans leur pays d'origine. Le système de répression exerce ses effets au-delà de la guerre : après la libération, il n'y a pas d'actes de vengeance ni de destruction des installations de l'entreprise sur une grande échelle. Nombreux sont les travailleurs forcés qui tentent de rentrer par leurs propres moyens dans leur pays. D'autres « personnes déplacées » attendent un transport. Pour de nombreux travailleurs forcés, notamment ceux déportés de l'est, le calvaire est loin d'être fini : en Union Soviétique, ils sont accusés de collaboration avec l'ennemi allemand. Après des interrogatoires par les services secrets dans des « camps de filtrage », ils sont souvent envoyés dans des camps de travail ou vivent en marge de la société. Nombreux sont ceux qui souffrent aujourd'hui encore des suites mentales et physiques du travail auquel ils ont été forcés par les nazis. Les occupants américains ne s'intéressent guère au sort des travailleurs forcés, des prisonniers de guerre et des détenus du camp de concentration, ni d'ailleurs au début au rôle joué par les élites nazies. Les études concernent plutôt l'équipement de l'usine, la précision des bombes et la technique d'armement allemande. Les États-Unis veulent toutefois punir les cadres dirigeants et entrepreneurs nazis, ce qui s'avère pratiquement impossible juste après la guerre. Souvent, les personnes disposant d'une formation solide sont d'anciens nazis. Leur internement immédiat aurait encore renforcé le manque de main-d'œuvre déjà criant. C'est pourquoi il faut attendre l'automne 1945 pour voir le début de la première vague de dénazification. En 1946, le gouvernement autrichien vote une loi distinguant entre les criminels de guerre, les personnes impliquées et celles à faible implication. La même année, les cas graves sont portés devant le tribunal populaire mis en place par les Américains en 1946. En 1948, le cas de 1 500 employés de VÖEST (114 personnes sont suspectées) est étudié. 13 des 15 conseillers techniques doivent quitter l'entreprise du fait de leur passé nazi. Les partis autrichiens mettent un point final à la gestion du passé en votant en 1948 une loi d'amnistie. Les anciens national-socialistes sont désormais les bienvenus en tant qu'électeurs.



Le centre d'information des personnes déplacées à Linz, Goethestrasse. 1946 (Musée Nordico)



voestalpine Stahlwelt GmbH
voestalpine-Straße 4
4020 Linz, Austria
T. +43/50304/15-8900
www.voestalpine.com/stahlwelt

voestalpine
ONE STEP AHEAD.